

Un conseil interministériel consacré à la crise économique

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -

Publication date: lundi 23 mai 2016

Description:

Il y a quelques jours, Abdelmalek Sellal, le Premier ministre, a présidé, un conseil interministériel consacré à la crise économique. Crise économique ? Mais de quelle crise parlez-vous ? Ah, elle vient tout juste d'éclater ? [...]

Et les « fameux experts » de notre pays, ne l'avaient-ils pas prévue, cette crise ? C'est se moquer du monde quand partout, dans tous les secteurs du pays la colère gronde et que les masses laborieuses en souffrent depuis longtemps, de cette crise ou plutôt de la politique du pouvoir alors qu'une poignée d'individus, crise ou pas crise, continue à s'en mettre plein les poches. Pour les plus gros, il n'y a pas de crise. Ils savent, avec la complicité du pouvoir, la chevaucher sans gros problèmes.

Malik Antar

20.05.16

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La crise économique ne touche que les classes défavorisées. Sellal le sait bien !

Il y a quelques jours, Abdelmalek Sellal, le Premier ministre, a présidé, un conseil interministériel consacré à la crise économique. Crise économique ? Mais de quelle crise parlez-vous ? Ah, elle vient tout juste d'éclater ?

Jusqu'à présent, aucun de nos responsables ne s'en était rendu compte, de cette crise qui survient brutalement. Elle contraint donc Sellal à agir dans l'urgence pour « *parer à toute éventualité* ». Nous avons suffisamment de moyens financiers pour les années à venir, clamaient les plus optimistes de ces responsables pour tenter de rassurer les incrédules.

Aujourd'hui tous les ministres et leurs amis sonnent l'alarme alors que cette crise du monde capitaliste ne date pas d'hier et que nous ne pouvons y échapper en restant cantonnés dans le même système, le système capitaliste. Comme nos responsables ne sont pas totalement ignares, ils le savaient très bien. Ils ne l'avaient pas anticipée, prétendent-ils. C'est la faute à la nouvelle conjoncture, à la baisse « inattendue » des revenus de nos ressources, à la chute des prix des hydrocarbures apparue sans crier gare.

Et les « fameux experts » de notre pays, ne l'avaient-ils pas prévue, cette crise ? C'est se moquer du monde quand partout, dans tous les secteurs du pays la colère gronde et que les masses laborieuses en souffrent depuis longtemps, de cette crise ou plutôt de la politique du pouvoir alors qu'une poignée d'individus, crise ou pas crise, continue à s'en mettre plein les poches. Pour les plus gros, il n'y a pas de crise. Ils savent, avec la complicité du pouvoir, la chevaucher sans gros problèmes.

Pour le gouvernement, la situation devient de plus en plus intenable. Le déficit du Trésor a atteint près de 1 404 milliards de dinars à fin février 2016, contre près de 413 milliards de notre monnaie à fin février 2015, soit une hausse de près de 240%. Un chiffre qui donne ainsi le vertige. Ecrit à juste titre une journaliste d'un quotidien national. Mais qui va souffrir de ce vertige ?

Il va falloir faire des coupes sombres dans les budgets de tous les départements ministériels, déclarent aujourd'hui ces responsables de l'Etat alors qu'ils ont si bien servi les intérêts de la grosse bourgeoisie du pays ... et même l'étrangère. Ces coupes ne concerneront pas, évidemment, ceux qui ont déjà bien garni leur magot.

Les solutions proposées par le pouvoir ou imposées par lui ne régleront rien du tout, ni l'emprunt obligataire ni l'autorisation accordées à nos émigrés d'ouvrir des comptes en devises ni d'autres mesurette soi-disant destinées à remplir les caisses de l'Etat. D'autres mesures concernant par exemple la limitation des importations de produits de luxe, s'avèreraient plus utiles dans l'immédiat. Il va sans dire que l'idéal serait de prendre une direction différente, celle de développer une production nationale pour épargner nos devises en limitant nos importations.

Mais marquons une trêve à toutes nos illusions, cessons de rêver pour aujourd'hui. Car crise ou pas crise, ce sont encore, comme toujours, les masses laborieuses qui payeront les frais de la politique de ces hauts responsables de l'Etat, de leur politique capitaliste.

Malik Antar
20.05.16